



## ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

### UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



### **Une semaine d'actualité**

**En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel**

**Ukraine:** des milliers de personnes, drapeaux ukrainiens et européens en main, ont manifesté pour un rapprochement avec l'UE. Sans espoir immédiat.

**L'Union européenne a sans doute surestimé son pouvoir d'attraction et sous-estimé la réaction russe.** . Mykola Azarov, a confirmé que la Russie était à l'origine du recul ukrainien. Pour les observateurs, l'Europe, avec ses 28 pays, ne parvient pas à se fixer un seul cap politique, elle n'a donc pas les moyens de s'engager dans une partie de poker avec d'autres grandes puissances. C'est ce qu'illustre le cas Timochenko.

**Allemagne:** Il y a **un vainqueur et c'est Angela Merkel** qui conclut un accord de coalition avec les sociaux-démocrates. Un gouvernement devrait être formé avant Noël.

**Paris. La directive européenne sur les travailleurs détachés** dans le collimateur de Michel Sapin. Trop d'abus selon le Ministre du travail.

**Cameron, encore et toujours défie l'Union européenne sur la libre circulation Tollé à Bruxelles**

**Climat.** Un accord à **Varsovie**, qui surtout propose une nouvelle conférence, à paris cette fois.

+++++

**14 millions de citoyens de l'Union résident dans un État membre autre que leur État d'origine**, la libre circulation, soit la possibilité de vivre, de travailler ou d'étudier n'importe où dans l'Union européenne, est le droit que les Européens chérissent le plus.

**L'Europe en mouvement reste donc d'actualité.** A quand une institution Bruxelloise pour accompagner les européens expatriés hors de leur Etat d'origine ?

**Un vieux rêve de la commission de l'UE de l'AFE JPV**

## INSTITUTIONS

### **Londres défie l'Union européenne sur la libre circulation**

26.02.2014

David Cameron défie à nouveau l'Union européenne. **Soucieux d'apaiser son électorat sur la question migratoire**, le premier ministre britannique a annoncé, mercredi 27 novembre, un durcissement de l'accueil des immigrés européens. Cette annonce va à l'encontre de la règle fondamentale de libre circulation dans l'UE. **Il promet, dans un premier temps, de durcir l'accès aux aides sociales pour les immigrés européens.** Aucun n'aura désormais droit aux allocations chômage pendant les trois premiers mois suivant leur arrivée ; **et ils ne pourront pas en toucher pendant plus de six mois d'affilée.** M. Cameron affirme par ailleurs que **les immigrés européens sans-abri seront expulsés.**

### **Les travailleurs détachés dans le viseur du gouvernement français**

Le ministre du Travail, **Michel Sapin**, souhaite renforcer l'arsenal législatif en France sur les travailleurs détachés. Il a présenté, mercredi 27 novembre, en Conseil des ministres un "plan de lutte" contre les abus liés à cette pratique en Europe. L'Hexagone accentue également la pression sur ses partenaires européens pour tenter d'arracher d'ici la fin de l'année un accord solide sur le sujet.

D'après le rapport du sénateur communiste Eric Bocquet, **il y aurait en France près de 300 000 travailleurs détachés illégalement**, principalement dans les secteurs de la construction, de l'industrie, et de l'intérim

De nombreuses fraudes sociales auraient été constatées sur de grands chantiers comme la construction du réacteur nucléaire EPR de Flamanville, mais aussi dans les restaurants.

Michel Sapin propose entre autre de renforcer les contrôles, en intensifiant le programme de l'Inspection du travail.

**Pour en savoir plus La directive européenne sur les travailleurs détachés**, datant de 1996, prévoit qu'un travailleur européen détaché dans un autre pays membre (c'est-à-dire temporairement envoyé par son employeur pour travailler dans un autre Etat membre) doit être payé aux conditions du pays d'accueil. Il cotise en revanche toujours dans son pays d'origine ce qui peut être associé à du dumping social. D'où des économies importantes pour les entreprises françaises qui ont recours à cette main-d'œuvre, **La Commission**, qui a reconnu par la voix de son président José Manuel Barroso que **les abus du détachement de travailleurs "nourrissent certains populismes"**, a présenté en mars 2012 un projet de directive d'application pour clarifier le texte de 1996. Mais les Européens ne parviennent pas à dégager un accord.

## **COMMISSION/CONSEILS**

### **Paris obtient l'aval de l'Europe pour son plan d'aide à la filière poulets**

Bruxelles autorise la France à diriger 15 millions de fonds européens vers le soutien de ses volaillers.

26.02.2014

Cette somme – prise sur l’enveloppe de la politique agricole commune destinée à la France – ne pourra être dégagée qu’en 2014, a précisé Dacian Ciolos, commissaire européen à l’agriculture. Il avait rappelé, quelques jours auparavant, que **les entreprises françaises avaient eu sept ans pour préparer la suppression des subventions.**

Les 15 millions d’euros des fonds européens s’ajouteront à l’aide française, déjà annoncée, de 4 millions d’euros.

### **Bruxelles questionne la détermination de la France à lutter contre l'évasion fiscale**

La Commission somme la France de traduire une directive sur l'évasion fiscale qui aurait dû l'être début 2013. La France estime que le droit français prévoit déjà l'échange d'informations fiscales.

**Pour en savoir plus** C’est la Commission qui l’affirme : la France ferait partie des mauvais élèves en matière de lutte contre l’évasion fiscale.

L’exécutif européen a en effet transmis le 20 novembre à la France un avis motivé, réclamant l’application de la directive sur la coopération administrative, qui devait être traduite chez les États membres avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Sur 28 membres, **l’Hexagone est aujourd’hui le seul pays à ne pas l’avoir fait. Avec la Lettonie.**

### **Libre circulation des personnes: cinq actions en faveur des citoyens, de la croissance et de l’emploi dans l’UE**

La Commission européenne vient d’adopter **un document politique qui souligne la responsabilité partagée des États membres et des institutions de l’UE de respecter les droits des citoyens de l’UE à vivre et à travailler dans un autre pays de l’UE.** Afin de soutenir les efforts des États membres pour ce faire, le document de la Commission définit cinq actions concrètes destinées à renforcer le droit à la libre circulation, tout en aidant les États membres à tirer parti des avantages qui en découlent.

**1. Lutter contre les mariages de complaisance:** la Commission aidera les autorités nationales à appliquer les règles de l’Union leur permettant de lutter contre les éventuels abus du droit à la libre circulation, en élaborant un **Guide** sur la lutte contre les mariages de complaisance;

**2. Appliquer les règles de l’Union européenne sur la coordination des systèmes de sécurité sociale:** la Commission travaille en étroite collaboration avec les États membres pour **préciser les «critères de détermination de la résidence habituelle»** conformément aux règles de l’UE sur la coordination des systèmes de sécurité sociale (**règlement (CE) n° 883/2004**) dans un guide pratique qui sera publié d’ici la fin de 2013. Les critères stricts utilisés lors d’une telle vérification garantissent que les citoyens sans emploi ne peuvent bénéficier de la sécurité sociale d’un autre État membre sans avoir auparavant véritablement transféré leur centre d’intérêt dans cet État (par exemple en y ayant fait venir leur famille);

**3. Relever les défis de l’inclusion sociale:** aider les États membres à mieux tirer parti du **Fonds social européen** pour favoriser l’inclusion sociale. À compter du 1er janvier 2014, au moins 20 % des ressources du FSE devraient servir à promouvoir l’inclusion sociale et à combattre la pauvreté dans tous les États membres;

**4. Promouvoir l'échange des meilleures pratiques entre les autorités locales:** la Commission aidera les pouvoirs publics locaux à exploiter le savoir acquis en Europe afin de mieux relever les défis de l'inclusion sociale. Elle présentera vers la fin de l'année une étude évaluant les répercussions de la libre circulation dans six grandes villes. **En février 2014, elle invitera les maires** à évoquer ensemble leurs difficultés et à échanger leurs bonnes pratiques;

**5. Assurer l'application sur le terrain des règles de l'UE en matière de libre circulation:** vers la fin de l'année 2014, en collaboration avec les États membres, la Commission instaurera également un **module de formation en ligne** pour que le personnel des administrations locales puisse pleinement comprendre et appliquer les droits des citoyens européens en matière de libre circulation. Aujourd'hui, **47% des citoyens de l'Union déclarent que les problèmes qu'ils rencontrent lors de leur installation dans un autre État membre sont dus à la méconnaissance de ces questions au sein des administrations locales.**

### **La Commission s'attaque au sandwich hollandais» et «double irlandais».**

Elle veut éviter que des sociétés mettent sur pied « des sociétés-écrans » pour bénéficier d'un régime fiscal avantageux.

**Pour en savoir plus** Algirdas Šemeta, le commissaire en charge de la Fiscalité, veut insérer d'ici la fin de l'année une clause anti-abus dans la réglementation européenne. Cette clause permettrait aux autorités de s'attaquer aux sociétés « mères-filiales » qui bafouent le code des impôts. Notamment par les systèmes baptisés « double irlandais », où une société installée en Irlande « double » sa vraie société active en Europe en lui cédant ses droits de propriété intellectuels ou encore le « sandwich hollandais », qui triple le mécanisme avec une société installée aux Pays-Bas, qui permet d'exempter d'impôt la société irlandaise.

## **PARLEMENT**

### **L'accord PE-Conseil sur les droits d'auteur adopté en commission juridique**

Les députés de la commission des affaires juridiques ont adopté l'accord entre le Parlement et les États membres afin de permettre aux fournisseurs en ligne d'obtenir des licences de droits d'auteur pour diffuser de la musique dans l'ensemble de l'UE.

### **Le médiateur européen au Parlement**

Le nouveau médiateur européen Emily O'Reilly a fait sa première apparition officielle aujourd'hui au Parlement européen, à la commission des pétitions qui, comme le médiateur européen, traite les plaintes des citoyens adressées à l'administration de l'Union Européenne. Emily O'Reilly est la première femme à occuper ce poste. Auparavant, elle était le médiateur national d'Irlande.

### **Les eurodéputés dénoncent les excès du mandat d'arrêt européen**

La commission des libertés civiles du Parlement va présenter ses recommandations relatives au mandat d'arrêt européen. Les eurodéputés

26.02.2014

demandent d'inclure une clause sur la protection des droits de l'Homme. Ils espèrent ainsi rassurer les pays mécontents, tels que Royaume-Uni.

## ETATS

### **Allemagne**

#### **Accord conclu.**

La chancelière allemande conservatrice Angela Merkel a conclu un accord de coalition mercredi avec le parti social-démocrate (SPD), deux mois après sa victoire sans majorité absolue aux législatives

**Cet accord annoncé doit encore être approuvé par les militants du SPD** lors d'un référendum début décembre dont le résultat est incertain.

S'ils donnent leur feu vert, Mme Merkel pourrait être élue le 17 décembre par les députés du Bundestag, à la tête d'un gouvernement de "grande coalition", pour un troisième mandat de quatre ans.

**Pour en savoir plus** Le SPD a obtenu la création d'un salaire minimum en Allemagne de 8,50 euros de l'heure à partir de 2015, malgré l'hostilité affichée par la chancelière qui brandit le spectre de destructions d'emplois. Néanmoins, il ne devrait s'appliquer à l'ensemble des branches qu'à partir de 2017, selon des sources, et de nombreux détails pouvant limiter sa portée restaient à clarifier.

**L'ensemble des mesures sociales** et investissements (notamment dans l'éducation et les infrastructures) prévus dans le projet de "grande coalition" **devrait coûter 23 milliards d'euros d'ici 2017**, financés sans augmentation de la fiscalité ni remise en cause de l'objectif de réduction de la dette publique, selon les négociateurs.

#### **La coalition allemande affiche un programme européen dans la continuité**

**L'accord de coalition tend à montrer que les deux partis traditionnels ont conscience des attentes élevées des États membres vis-à-vis du nouveau gouvernement allemand. Cependant, le chapitre consacré à l'UE est submergé par les questions intérieures.**

Les politiques nationales dominent le chapitre consacré à l'Europe, intitulé « une Europe forte ». Les retraites, le salaire minimum, le travail temporaire, les investissements dans les infrastructures, le péage pour les véhicules particuliers, l'enseignement ou le droit d'adoption pour les couples homosexuels font partie des thèmes abordés.

Le message émanant du document de 185 pages est clair : **la politique européenne de la chancelière allemande restera largement inchangée** et ne comportera que très peu de modifications notables.

**L'Allemagne campe toujours sur certaines positions** : elle refuse de mutualiser la dette publique. Les socialistes européens l'avaient pourtant voulu. Chaque État membre reste responsable de son propre budget et de ses déficits, malgré la coordination économique renforcée convenue au cours de la crise de la dette de la zone euro.

**L'accord de coalition aborde très brièvement la relation particulière franco-allemande :** « Le partenariat franco-allemand est unique dans sa diversité », malgré les faiblesses économiques et politiques actuelles de Paris.

### **Attendez-vous à savoir**

L'homme de confiance de la chancelière, **Wolfgang Schäuble**, devrait conserver son poste de ministre des Finances. **Frank-Walter Steinmeier** (SPD) pourrait redevenir ministre des Affaires étrangères. Il l'était déjà lors de la précédente grande coalition entre 2005 et 2009. Le président du SPD, **Sigmar Gabriel**, également présent dans ce gouvernement, pourrait être soit à la tête du ministère renforcé de l'Économie, soit chef de file de son parti au Bundestag.

### **Belgique**

#### **La Belgique s'apprête à légaliser l'euthanasie pour les mineurs**

Une commission sénatoriale belge a adopté mercredi à la majorité une proposition visant à étendre aux mineurs atteints d'une maladie incurable la loi dépénalisant l'euthanasie. Une question éthique qui semble bien moins sensible qu'en France.

### **France**

**L'entrée en vigueur de l'écotaxe** est repoussée au moins jusqu'à 2015, a déclaré vendredi le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll.

#### **Unanimité à l'Assemblée sur le vote blanc**

Les députés français ont adopté jeudi à l'unanimité, en seconde lecture, une proposition de loi centriste qui vise à reconnaître le vote blanc et à le distinguer du vote nul aux élections.

#### **Des "maisons de naissance" seront expérimentées en France**

Les françaises pourront bientôt accoucher dans des "maisons de naissance", où des sages-femmes qui ont assuré le suivi de leur grossesse les aideront à donner la vie. Le Parlement français a donné jeudi son feu vert définitif

#### **Montebourg: "l'Allemagne a une stratégie solitaire" en Europe**

Le ministre français du Redressement Productif a estimé jeudi que l'Allemagne avait une stratégie économique "solitaire" en Europe. "L'Allemagne a une stratégie solitaire qui a consisté à écraser les salaires pour reprendre des parts de marché" aux concurrents européens, a déclaré Arnaud Montebourg sur la chaîne de télévision France 2. "C'est sûr que quand les chômeurs sont des travailleurs sans salaire, il n'y a pas de chômage" mais "le taux de pauvreté en Allemagne a explosé", a pointé le ministre qui critique régulièrement le modèle allemand. Pour lui, "les excédents de l'Allemagne, ce sont nos déficits" et "si tout le monde fait comme ça, on va tous être en récession

### **Grèce**

#### **La Grèce ne sortira jamais de la zone euro, pour Samaras**

Depuis Berlin où il s'est entretenu avec Angela Merkel, le Premier ministre grec a affirmé que son pays entrevoyait enfin "la lumière au bout du tunnel".

"Nous avons été plus loin que certains ne le pensaient possible", a souligné le Premier ministre à propos des douloureuses réformes entreprises et qui ont mis

26.02.2014

une partie de la population à genoux. "Beaucoup pensaient que la Grèce était une cause perdue (...) et de plus en plus (de gens) parlent aujourd'hui d'un retour spectaculaire" de la Grèce, a-t-il encore insisté.

## **Italie**

### **Une nouvelle majorité, sans Berlusconi privé de Sénat**

Forza Italia, le parti récemment reformé de Silvio Berlusconi, est officiellement sorti de la grande coalition au pouvoir en refusant d'approuver, le 26 novembre, la loi budgétaire lors du vote de confiance organisé par le gouvernement.

La véritable raison de cette hostilité reste le vote du 27 novembre sur l'immunité parlementaire de Silvio Berlusconi. **Chassé du Parlement, l'ex-Premier ministre entend bien continuer à peser en politique** et perturber, par tous les moyens, avec ses côtés six à sept millions d'électeurs fidèles.

## **RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE**

## **Ukraine**

### **Des milliers de personnes manifestent pour un rapprochement avec l'UE**

Des dizaines de milliers d'Ukrainiens pro-Européens manifestaient dimanche dans le centre de Kiev à l'appel de l'opposition dénonçant le revirement du gouvernement qui a décidé d'abandonner un accord d'association avec l'UE, dont la signature était prévue dans quelques jours. La pénurie de drapeau européen signalée la semaine passée, signe d'un désaccord entre la population et le gouvernement de Kiev l'annonçait.

Ioulia Timochenko, l'ex-Première ministre et adversaire politique du président Viktor Ianoukovitch, avait appelé dès vendredi ses compatriotes à protester dans la rue contre l'abandon de cet accord

**Pour en savoir plus** En renonçant à se rapprocher de l'UE au profit de la coopération avec Moscou, l'Ukraine épargne son économie fragile dans l'immédiat, au détriment des perspectives de développement qu'offrait l'option européenne

Reste que **les patrons de l'industrie ukrainienne**, pourtant proches du parti pro-russe au pouvoir, **n'apprécient guère** cette initiative de Moscou. Ils soupçonnent cette union d'être un moyen pour les oligarques russes de faire main basse sur leurs lucratives activités minières ou métallurgiques. Une offensive russe trop marquée risquerait de grossir les rangs des pro-européens qui semblent déterminés à "contraindre **Viktor Ianoukovitch** à revenir sur sa décision humiliante". Et pousser de nouveau les Ukrainiens dans le giron de l'UE.

## **Sommet de Vilnius.**

**A l'issue du troisième sommet du Partenariat oriental** entre les 28 pays de l'UE et six ex-républiques soviétiques, vendredi 29 novembre, **seules la Géorgie et la Moldavie ont paraphé des accords d'association avec l'UE**, avant une signature définitive attendue dans les prochains mois. Un accord de facilitation des visas avec l'Azerbaïdjan a aussi été conclu.

**\*\*\*\*\***

26.02.2014

## **Moldavie : les communistes mobilisent contre un rapprochement avec l'UE**

Non à l'Europe, oui à la Russie : les communistes moldaves ont mobilisé 15.000 personnes ce samedi à Chisinau contre l'accord d'association qui doit être conclu avec l'Union européenne les 28 et 29 novembre à Vilnius.

Ces nostalgiques de l'ère soviétique estiment qu'une adhésion à l'Union douanière formée par la Russie, le Belarus et le Kazakhstan serait plus profitable à l'économie moldave.

## **La Commission craint que la population ne rejette les négociations transatlantiques**

Un document interne de la Commission révèle les craintes de l'UE dans sa négociation avec les Etats-Unis. La faiblesse de la croissance en Europe et les divisions en amont des élections européennes pourraient aboutir à un rejet de l'accord commercial avec les États-Unis par les peuples européens

### **ECONOMIE/FINANCE**

## **L'Europe de l'Est rêve d'investissements chinois**

Le Premier ministre chinois Li Keqiang rencontrait mardi à Bucarest 16 chefs de gouvernement d'Europe centrale et orientale désireux de doper les investissements chinois dans leur région après de nombreux des retards. Un sommet qui devrait permettre aux « PECO » d'apprendre ce que les Chinois recherchent", selon le chef de la Chambre de commerce roumano-chinoise Gabriel Ghelmegeanu.

### **ENERGIE/ENVIRONNEMENT**

Le blocage tant redouté a été évité. La communauté internationale a signé

## **Varsovie : un accord sur le climat conclu in extremis**

un accord fixant les bases - peu concrètes -

Les premiers jalons sont donc désormais posés en vue de la prochaine conférence qui se tiendra à Paris en 2015, dont l'objectif ambitieux est de faire ratifier un texte en mesure de limiter le réchauffement à 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. La hausse de la température actuelle est sur une trajectoire de près de 4°C.

**Pour en savoir plus** En attendant, le texte qui vient d'être signé à Varsovie stipule, entre autres, que les États doivent commencer à préparer des "contributions" sur ce qu'ils entendent faire pour lutter contre le changement climatique. Ces contributions seront intégrées dans l'accord de 2015. Une formulation bien plus nuancée, comparée à celle du texte précédent, rejeté notamment par les grands émergents comme la Chine et l'Inde, qui prévoyait des "engagements". Une formule que souhaitait la France.

### **LES PRINCIPAUX POINTS DE L'ACCORD DE VARSOVIE**

- **Préparation de l'accord de 2015** : tous les pays sont invités à présenter bien à l'avance les contributions qu'ils veulent apporter



- **Aide financière aux pays du Sud** : les pays développés devront mobiliser un montant supérieur à 10 milliards de dollars par an et la première capitalisation du Fonds vert pour le climat devra "atteindre un niveau très significatif"
- **Pertes et dommages** : création d'un "mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages" subis par les pays du Sud à cause du réchauffement
- **Protection des forêts** : le mécanisme REDD est complété par la sanctuarisation des "clauses de sauvegarde" sur la protection des populations autochtones ou de la biodiversité. Les pays en voie de développement devront respecter ces clauses avant de percevoir l'argent

## **Il faudra plusieurs centaines de milliards d'euros en Europe pour assurer la transition énergétique**

La somme que l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne devront déboursier au cours des prochaines décennies afin de mener à bien la transition énergétique dans laquelle ils se sont engagés, selon une étude publiée lundi par HEC Paris et le cabinet de conseil Kurt Salmon.

**Pour en savoir plus** L'Allemagne aura la **facture la plus élevée**, elle qui recherche "un nouveau modèle de croissance économique" en favorisant les énergies renouvelables. D'ici à 2030, il faudra jusqu'à 400 milliards d'euros pour financer la transition, sans connaître l'impact sur l'emploi, selon les auteurs de l'étude. "Cela correspond à un tiers de l'effort engagé pour la réunification de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Allemagne de l'Est (1 300 milliards d'euros)" Les pistes de financement : une augmentation des prix de gros de l'électricité et de la tonne de CO<sub>2</sub>. La note pourrait même atteindre 580 milliards d'euros en 2050.

**Le Royaume-Uni a fait le choix inverse** : suivant sa stratégie de décarbonisation, il se dirige vers une relance de son programme nucléaire

## **SOCIAL/Pratique**

### **Accord entre le Parlement et le Conseil sur le maintien des droits à la pension à l'étranger**

Les négociateurs du Parlement et des États membres ont conclu un accord, mardi soir, sur des règles permettant aux travailleurs européens qui s'établissent dans un autre pays de l'UE de sauvegarder leurs droits à pension complémentaire. Les négociations ont été bloquées au Conseil pendant six ans.

**Pour en savoir plus** Les travailleurs européens pourront désormais bénéficier de la totalité des droits à la pension lorsqu'ils s'établissent dans un autre État membre. La législation contribuera à éliminer les obstacles à la libre circulation des travailleurs

Les droits statutaires de retraite, à savoir ceux octroyés par l'État, pour les personnes qui travaillent dans un autre État membre, sont **déjà garantis par le droit européen**. Cependant, **une protection équivalente pour les systèmes de retraite supplémentaires, soit les retraites professionnelles financées ou cofinancées par les employeurs, n'existait pas jusqu'à aujourd'hui**, et les personnes qui déménageaient d'un État membre à l'autre prenaient le risque de perdre leurs droits acquis sur une période jugée trop courte.

### **Durée d'affiliation plus courte**

Conformément aux nouvelles règles, la "période d'acquisition des droits", c'est-à-dire la période d'affiliation active nécessaire pour qu'une personne garde ses droits à la retraite supplémentaires, ne doit pas dépasser trois ans.

### **Champ d'application de la législation**

La législation s'applique aux travailleurs européens qui se déplacent dans l'ensemble de l'UE, mais également, à la demande du Parlement, aux travailleurs transfrontaliers.

### **Transposition**

L'accord fixe un délai de quatre ans pour la transposition de la directive en droit national

## **BREVES**

### **Les professionnels du cheval manifestent contre Bruxelles**

Les professionnels de l'équitation ont défilé dimanche à Paris pour protester contre la modification de leur taux de TVA. Un changement de régime programmé pour le mois de janvier à la demande de la Commission.

### **Ioulia Timochenko entame une grève de la faim**

L'opposante et ex-Première ministre ukrainienne, a fait savoir par la voix de son avocat qu'elle entamait une grève de la faim pour protester contre le refus de Kiev de signer l'accord d'association avec Bruxelles.

### **Bruxelles lèvera les premières sanctions contre l'Iran en décembre**

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a annoncé lundi que l'Union européenne lèvera les sanctions imposées contre l'Iran dès le mois de décembre, de manière "limitée, ciblée et réversible"

### **Ecosse: le Premier ministre dévoile son livre blanc sur l'indépendance**

"L'avenir de l'Ecosse est désormais entre les mains des Ecossais", a déclaré le Premier ministre nationaliste écossais, **Alex Salmond**, Il a détaillé ce qui serait l'aboutissement du combat politique de toute sa vie: une Ecosse qui disposerait de sa propre défense, rejoindrait l'UE et l'OTAN, mais conserverait la reine comme monarque et la livre sterling pour monnaie. Un oui au référendum d'indépendance ferait voler en éclats le Royaume-Uni, dans 10 mois.

## **PRESSE EUROPEENNE**

### **SLOVAQUIE : "Tout le monde a perdu dans les élections"**

#### **SME**

La Slovaquie est en état de choc, après l'élection de **Marian Kotleba, le chef du Parti du peuple Notre Slovaquie (LSNS, extrême droite)** et ancien chef du mouvement néofasciste *Slovenská Pospolitost' (Communauté slovaque)* aujourd'hui interdit, **au poste de gouverneur de la région de Banská Bystrica (centre)** lors du second tour les élections régionales, le 23 novembre, avec 55,5 % des voix.

*Kotleba doit sa notoriété à ses uniformes nazis et à ses propos racistes, qui lui ont valu plusieurs actions en justice. Lors de sa campagne électorale, il a promis*

26.02.2014

aux électeurs de "de mettre fin au traitement préférentiel injuste des parasites, et pas uniquement les tziganes".

*Pour SME, l'élection de Kotleba est le résultat d'un mélange de haine, d'impuissance et d'indignation contre l'élite.*

## **RÉFÉRENDUMS EN SUISSE : "Trois 'non' qui claquent"**

### **Le Temps**

Les électeurs suisses ont voté non aux **trois votations** organisées le 24 novembre. **Ils ont rejeté** à 60,5% **l'augmentation du prix de la vignette autoroutière**, qui devait passer à 100 francs suisses (81,30 euros) contre 40 aujourd'hui.

58,5% des votants ont également rejeté **une proposition** de l'UDC (Union démocratique du centre, populiste de droite) **visant à aligner les déductions fiscales des parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants sur celles de ceux qui ont des frais de garde.**

Enfin, 65,3% ont **rejeté le plafonnement des salaires** proposé par les jeunes socialistes. **Le Temps** estime que **les Suisses n'ont pas voulu introduire un contrôle étatique illusoire et incompatible avec l'esprit d'un Etat libéral**

### **Moscou 2-Bruxelles 0**

L'échec désormais programmé du sommet de Vilnius, qui devait voir l'Europe se rapprocher de l'Ukraine, est la rançon d'une certaine arrogance de l'UE. Qui a surestimé son attractivité.

### **Euractiv.fr**

<http://www.euractiv.fr/specialreport-eu-ukraine-relatio/moscou-2-bruxelles-0-news-531949>

## **NUCLÉAIRE IRANIEN : Le triomphe genevois de Lady Ashton**

### **THE GUARDIAN LONDRES**

L'accord sur le nucléaire iranien est le fruit d'un marathon diplomatique mené en coulisses par Catherine Ashton, la Haute représentante de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune. Une signature qui vaut un concert de louanges à cette figure politique longtemps dénoncée pour son manque de charisme et d'ambition.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4349981-le-triomphe-genevois-de-lady-ashton?xtor=RSS-9>

## **PARTENARIAT ORIENTAL Non, l'UE n'a pas perdu la bataille**

### **JUDY DEMPSEY'S STRATEGIC EUROPE BLOG**

L'UE a peut-être perdu l'Ukraine pour l'instant, mais en transformant la signature de l'accord d'association en guerre diplomatique la Russie a fourni à l'Europe un avantage moral et, à terme, a consolidé son influence dans la région.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4359971-non-l-ue-n-pas-perdu-la-bataille?xtor=RSS-9>

**HUMILIATION : c'est le mot le plus fréquemment entendu ces jours-ci dans les couloirs de la Commission européenne et du Service d'action extérieure.** **Le Monde.fr**

26.02.2014

« Humiliation » parce que, au bout de six années d'une négociation ardue et à quelques jours d'un sommet tenu à Vilnius et longtemps présenté comme « historique » car devant illustrer la nouvelle « Ostpolitik » de Bruxelles, les dirigeants ukrainiens ont indiqué, le 21 novembre, qu'ils ne signeraient pas l'accord d'association et de libre-échange que leur proposaient les Vingt-Huit.

### **ROYAUME-UNI : Le gouvernement veut rendre la vie plus difficile aux travailleurs européens**

**Financial Times, The Times**

La libre circulation ne devrait pas vouloir dire exporter le paiement des allocations familiales", affirme le Premier ministre David Cameron dans une tribune publiée par le **Financial Times**, dans laquelle il trace son plan pour limiter le versement des allocations de chômage aux nouveaux immigrés en provenance de l'Union européenne, à quelques semaines de la levée des restrictions à la circulation des travailleurs roumains et bulgares, le 1er janvier prochain.

**<http://www.presseurop.eu/fr/content/news-brief/4357351-le-gouvernement-veut-rendre-la-vie-plus-difficile-aux-travailleurs-europe>**

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **[jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)**